



APPEL ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE

**NON À LA MILITARISATION ET À LA CONSCRIPTION
DES MOYENS POUR LE BIEN-ÊTRE, PAS POUR LA GUERRE**

Depuis cette Conférence internationale contre la guerre, nous élevons nos voix unies : contre la guerre et le génocide, contre la menace nucléaire grandissante, et pour la paix. Nous sommes réunis pour tirer la sonnette d'alarme : pour arrêter la marche à la guerre, ainsi que le nationalisme et le racisme qu'elle engendre.

Ensemble, nous disons NON au réarmement et à la conscription, et OUI à des systèmes de santé, d'éducation et des services publics correctement financés, à des emplois décents et à des salaires plus élevés.

Nous reconnaissons et condamnons la complicité des gouvernements qui ont facilité et continuent de permettre le génocide en Palestine, qui ont alimenté l'horrible bain de sang et fait obstacle à un cessez-le-feu en Ukraine, qui ont attaqué l'Iran souverain, le Liban et le Yémen, et qui continuent de mener des guerres et des interventions militaires à travers le monde. Des millions de personnes sont mortes ou blessées, les infrastructures sont détruites, des vies et des espoirs sont anéantis, afin de sauver le système capitaliste qui engendre la guerre et la barbarie.

Nous n'acceptons pas la descente dans le chaos et la guerre, dont une grande part peut être imputée à l'impérialisme américain. Nous rejetons absolument l'intervention politique et militaire de Trump au Venezuela, ses menaces guerrières contre Cuba, et nous affirmons notre solidarité avec les peuples de tous les pays menacés par Trump et ses alliés.

Nous reconnaissons et condamnons également le rôle des gouvernements européens, en particulier ceux de Starmer, Macron et Merz, dans l'escalade de la marche à la guerre : nous rejetons leur préparation active à la guerre, qui se déploie sur tout le continent, l'augmentation constante des dépenses militaires de l'OTAN, et nous nous engageons à nous y opposer et à les faire reculer.

Nous rejetons la dégénérescence de nos sociétés provoquée par le pillage des richesses publiques, arrachées à nos territoires et à nos services publics pour être versées dans les poches des fabricants d'armes. Nous ne sommes pas dupes du faux récit selon lequel les dépenses d'armement permettraient de régénérer nos industries et nos économies. Nous soutiendrons et encouragerons la mobilisation syndicale Londres, 19 juin 2026 contre les dépenses militaires.

Nous défendons de véritables investissements dans nos sociétés, afin de garantir une sécurité réelle aux travailleurs et à toute la population : pour nos systèmes de santé, pour des salaires et des conditions de travail décentes, pour les transports, l'éducation et le logement. Nous n'accepterons ni la conscription militaire ni la militarisation de l'éducation : nous ne permettrons pas que nos fils et nos filles soient envoyés tuer et se faire tuer.

Nous faisons face à des obstacles redoutables et à des défis sans précédent. Aujourd'hui, nous reconnaissons que la seule manière d'être efficaces face aux forces puissantes qui se dressent contre nous est de nous organiser internationalement et d'agir de manière stratégique dans l'intérêt des peuples. La solidarité est cruciale, comme l'est tout autant la coordination internationale, avec le mouvement ouvrier, pour riposter aux gouvernements bellicistes et à l'augmentation des dépenses militaires. Nous travaillerons ensemble à l'élaboration d'un cadre permettant d'aller de l'avant.

Construire ce mouvement est essentiel pour garantir un avenir à notre planète et à l'humanité. Tel est notre engagement aujourd'hui : organiser un mouvement irrésistible pour la paix, contre le projet impérialiste américain, et lutter pour la vie et les moyens d'existence de tous les travailleurs, pour un autre monde, meilleur.

Nous appelons à participer à :

- **la journée du 10 octobre pour la Palestine**, pour mettre fin à trois années de génocide et à des décennies d'occupation et d'apartheid ;
- **un week-end d'action contre la militarisation et la conscription**, les 21 et 22 novembre ;
- **la journée d'action des dockers contre la guerre**, en octobre, dont la date reste à confirmer.

Nous appelons également à promouvoir le logo de la conférence — de Paris et de Londres — afin de donner à nos actions une visibilité et un contenu internationaux, et de soutenir les réunions et initiatives s'appuyant sur cet appel.

ILS ET ELLES SONT INTERVENUS AU MEETING CONTRE LA GUERRE DE LONDRES

Lindsey German, responsable de la coalition Stop the war, Grande-Bretagne ; Fran Heathcote, secrétaire générale du syndicat PCS (Public and commercial Service union, fonctionnaires d'Etat), Grande-Bretagne ; Ian Hodson, responsable de la BAFWU (Bakers Food and Allied Workers Union, syndicat des boulangers et de l'alimentation), Grande-Bretagne ; Jon Trickett, Député travailliste, président du comité de rédaction de Tribune 5, Grande-Bretagne ; Medea Benjamin, co-fondatrice du groupe anti-guerre international Code Pink, Etats-Unis ; Igor Romanchuk, militant de l'Union des gauches post-soviétiques, Ukraine ; Aleksei Sakhnin, La Paix par en bas, Russie ; Richard Burgon, député du Labour Party à Leeds Est, Grande-Bretagne ; Mothin Ali, Député et responsable du Green Party, Grande-Bretagne ; Lorena Delgado Varas, députée de « Future Left » au Parlement Suédois et membre de la Summud Flotilla for Gaza, Suède ; Jo Grady, secrétaire générale du syndicat UCU (University and College Union), Grande-Bretagne ; Peter Leary, Palestine Solidarity Campaign, Grande-Bretagne ; Jeremy Corbyn, député, Your Party, Angleterre ; Irene Montero, Députée européenne, Podemos, Espagne ; Amara Enyia, co-responsable du Movement for Black Lives, Etats-Unis ; Yasmine Adam, responsable de l'Association musulmane de Grande-Bretagne ; Diane Abbott, députée du Parti travailliste, première femme noire élue au Parlement britannique, Angleterre ; Mustafa Barghouti, médecin, Président du secours médical palestinien ; Felix Kreklow Rojas, étudiant allemand qui a organisé la grève contre la conscription le 8 mai dernier, Allemagne ; Zarah Sultana, députée du parti travailliste, Your Party, Angleterre ; Sophie Bolt, secrétaire générale de la campagne pour le désarmement nucléaire, Angleterre ; Andrew Feinstein, ancien député du Congrès national africain, directeur de Shadowworld, Afrique du sud ; Micaela Tracey-Ramos, membre du comité exécutif du syndicat Unison, le plus grand syndicat professionnel au Royaume-Uni ; Daniel Kebede, secrétaire général du syndicat NEU, syndicat des enseignants britannique ; Ulrike Eifler, syndicaliste à IG Metall, Allemagne ; John Rees, Stop the War coalition, Royaume-Uni ; Jérôme Legavre, député LFI et militant du POI, France ; Tariq Ali, auteur et dirigeant de Stop the War coalition ; Maryam Eslamdoust, secrétaire générale du syndicat du transport TSSA, Royaume-Uni ; Jordi Salvador I Duch, dirigeant de l'Union générale des travailleurs (UGT), Espagne ; Eddie Dempsey, secrétaire général du syndicat des cheminots RMT, Royaume-Uni ; Giorgios Gogos, président du syndicat des dockers du Pirée, Grèce ; Maurizio Coppola, coordinateur national de Potere al popolo, Italie ; Peter Mertens, dirigeant du Parti des Travailleurs belge (PTB), Belgique.

REVOIR LA VIDÉO DU MEETING DE LONDRES

WWW.CONTROLEAGUERRE.FR